

BANQUET SOCIAL

Journal du XII^e Arrondissement.

PARAISANT TOUS LES JOURS.

Prix d'Abonnement : Un an, 24 fr.—Six mois, 12 fr.—Trois mois, 6 fr.—Un mois, 2 fr.—Tout ce qui concerne la rédaction ou les annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire.

Physiologies sociales. II. Les Humanitaires. — Le pain des pauvres. — Aux électeurs du département de la Seine. Au peuple. — XII^e Arrondissement. — Actes officiels du gouvernement provisoire. — Révolution européenne. — Faits divers. — Annonce.

Paris, 29 mars.

Physiologies sociales

II.

LES HUMANITAIRES.

La clarté des idées jaillit souvent de leur opposition ; voilà pourquoi nous publierons quelques réflexions sur les humanitaires après avoir esquissé la silhouette des égoïstes.

Ce n'est pas à dire que les humanitaires ne soient point égoïstes... Non ; ils le sont tous au fond ; mais du moins ils font de grands efforts afin de dissimuler cette aridité de leur cœur sous une apparence de sympathie pour la misère : ils cherchent par des subterfuges de sensibilité apparente à se donner l'allure et la réputation d'hommes sincèrement épris d'amour pour les déshérités du monde... Ils jouent au Vincent-de-Paule, se persuadent à eux-mêmes, à force de le répéter aux autres, que leurs systèmes philanthropiques sont le grand œuvre du siècle, la pierre philosophale de l'amélioration des classes pauvres.

Parce qu'ils écrivent de pesants volumes, des volumes longs et inutiles, parce que dans les clubs de la République, comme naguère dans les Académies de la Monarchie, ils débitent pâteusement de gigantesques chapelets de phrases rouflantes, parce qu'ils publient dans les feuillets inconnus d'une revue mensuelle, que nul ne lit, des articles sans valeur, assemblages confus de mots abstraits qui n'apprennent rien et ne prouvent pas davantage, ils se croient dignes des plus grands éloges, ils s'imaginent avoir vivifié l'humanité souffrante.

Ils se donnent pompeusement les titres d'économistes, de réformateurs du paupérisme, et ils ne sont pas autre chose que des eunuques de la science sociale, qui, ne pouvant rien produire eux-mêmes, empêchent, par tous leurs efforts, les penseurs complets de le faire.

La jalousie qu'ils conçoivent de la puissance des autres les porte à paralyser toute idée qui tendrait à démontrer leur nullité.

Ils planent, disent-ils, dans un monde supérieur ; les hommes sont des ingrats de ne pas comprendre leurs magnifiques aperçus.

Eh bien ! de bonne foi, qu'y a-t-il à comprendre dans leurs paroles ou leurs écrits, d'où puisse résulter une organisation efficace et régénératrice ?

Ils parlent de misère ; ils publient des statistiques pour montrer quels sont numériquement ses ravages.

Mais que résulte-t-il de ces calculs ?

Quand on saura le chiffre exact des prolétaires qui mangent dans leur mansarde ouverte à tous les vents, un débris de pain dur mouillé de larmes, si l'on ignore les moyens de réchauffer cet asile misérable, de rendre cette nourriture plus substantielle, en sera-t-on plus avancé ?

Qu'importe l'énoncé du problème, si la solution manque ?

Voilà pourtant où le raisonnement le plus vulgaire accule la philanthropie économe.

Ils s'écrient comme l'Eglise du moyen-âge « Hors de nous, pas de salut ! Mais voilà précisément la question... le salut nous vous le demandons, donnez-le-nous.

Toutes vos considérations de cabinet sur les graves questions desquelles dépend le sort de vingt millions d'hommes, en France seulement, sont inutiles, hors d'œuvre.

Pas tant de circonlocutions vagues... au fait !

La crise était imminente, il y a quelques semaines... l'avez-vous arrêtée en route ? Non.

Cette crise a marché... nous nous débattons contre elle maintenant ; c'est le moment d'agir pour nous soustraire à son étreinte. Voyons, vous qui, dans votre orgueil, vous disiez les législateurs, les prophètes, les messies du salut public, parlez, agissez surtout.

Quels moyens emploieriez-vous pour arrêter le torrent dévastateur ? Quelles ressources puiserez-vous dans les profondeurs de votre vaste intelligence pour réaliser les promesses que nous ont faites votre passé ? On vous attend sur la brèche et vous ne paraissez pas. Vous n'avez donc pas un abri à nous

offrir, pas un sage conseil à nous donner, pas une lueur vraie d'espérance à nous faire entrevoir ? Non.

Nous l'avions prévu. Vous étiez dans le faux ; or, tel principe, telle conséquence ; vous ne pouvez donc pas enfanter quelque chose de vrai.

Vous étiez dans le faux ; oui ! car vous avez nié, combattu les uniques moyens que présentait la science pour parvenir à l'amélioration sociale ; vous avez proclamé, soutenu les dangereux systèmes qui l'ont entravée jusqu'ici.

En effet, qu'avez-vous dit ? Quels sont vos actes ?

Vous avez attaqué l'organisation du travail, vous l'avez déclarée une utopie impossible.

Vous avez encouragé la spoliation du pauvre par la spéculation des trafics injustes, parfois infâmes.

Vous avez contribué à jeter dans le commerce la concurrence anarchique qui le rend à présent immobile, et le ruine par des faillites.

Vous avez doublé la paresse par l'aumône... Encore, cette aumône vous n'avez jamais su l'établir dans des conditions équitables.

Vous n'avez pas compris que tous les hommes étaient libres, égaux, frères... car vous avez enchaîné leur liberté par le servage industriel ; vous avez détruit leur égalité en admettant des catégories ; vous avez menti à la Fraternité en causant par ces divisions des rivalités et des haines.

Ne venez donc plus sous le masque de la philanthropie séduire les masses par des rêveries qui mettraient en péril l'avenir de l'humanité. Idoles qui avez des yeux sans voir, étudiez pour que la lumière de la science dessille vos regards.

Mais d'ici là, faites preuve de civisme, et soyez véritablement humanitaires en laissant à ceux qui plus judicieusement vous ont choisi la bonne voie, le soin et l'honneur d'y entraîner après eux le peuple qui attend sa rédemption de la misère.

GEORGES OLIVIER.

Le pain et les pauvres.

Je viens d'assister à une distribution de pain. Il est déplorable que cela soit un jeu au lieu d'une administration. De fortes et vigoureuses femmes se pressent, se serrent, courent vers le distributeur qui, n'étant pas garanti, est assailli de toutes parts. Toutes, dans leur cruel égoïsme, l'attirent à elles plus ou moins, selon leur force ou malice, sans avoir égard à de vénérables mères de famille qui, depuis longtemps affaiblies par le besoin, restent loin du groupe avide et ne retournent à leur demeure qu'avec quelques miettes, ou sans rien emporter.

Les enquêtes ne sont pas assez étendues, toutes les personnes qui se présentent n'ont pas toutes réellement besoin, et ne se portent vers ce but que pour ne pas toucher à leur capital, sans s'inquiéter des mères de familles réduites à la dernière détresse.

Je désirerais que les pauvres fussent répartis chacun chez les boulangers qui les connaissent, et que le pain ne fût délivré qu'au porteur signataire du Bon semainier, afin qu'il ne pût être vendu, et que chaque jour la famille en profitât.

La France est neuve. Gloire éternelle aux victimes qui sont mortes en cherchant à la conquérir !

Donnons à la mère du pain pour quatre, si elle a quatre enfants. Portons l'abondance dans son sein, et que le lait que nous y mettrons nourrisse amplement l'enfant de la liberté !

Que la nature ait à l'avenir de beaux et forts citoyens, et non des citoyens débiles, tels que ceux des jours de l'arbitraire.

Déracinons l'arbitraire partout où le bourgeois sort ; car s'il étend ses vastes rameaux, l'ombre redescendra sur terre, et beaucoup de nos frères chercheraient en vain entre ses branches quelques rayons de soleil....

Pourquoi laisser le pauvre honteux (ancien mot), l'honnête citoyen et sa famille manquer du nécessaire ?

Nous devons le chercher, nous devons aller au-devant de lui... car il n'a pas la force de venir à nous. Ses forces sont épuisées ; il souffre depuis trop longtemps... Ce n'est pas une aumône que la nation lui doit, c'est une indemnité !

Il a deux mois encore à lutter, si l'on ne l'appelle pas dans les ateliers nationaux avant la fin des élections ; deux mois de douleur....

Si après les élections, l'appel se fait pour l'atelier national, il y manquera peut-être car il peut mourir de faim pendant le trajet.

Voici un moyen que je propose pour le soutenir jusque là, jusqu'à ce qu'il ait son droit au travail.

Sur une population de 82,361 citoyens, j'en suppose 10 pour 0/0 qui ont besoin, ce qui donne 8,236 ; 5 centimes par jour donnés par le reste (74,125), pourraient provisoirement produire chaque jour 900 grammes de pain à chaque indigent du nombre 8 236 : 90 à 5 cent. produisent 4 fr. 50 c., de quoi faire ou acheter 9,000 grammes de pain, ce qui donne pour 10 personnes 900 grammes par tête.

Maintenant la moitié des 74,103 (37,062) ; cette moitié, dis-je, qui peut attendre encore plus longtemps et ne pas dilapider le tré-

sor de la nation, ne pouvant elle-même faire cette offrande quotidienne, se trouvant chaque jour sur le point d'augmenter le nombre des 8,236, n'y serait pas appelée ; mais l'autre moitié qui est au-delà du besoin, supporterait 10 cent. ou 70 cent. par semaine, ce qui pourrait, avec ce que l'on dilapide, ajouter des Bons de viande.

BRASSEUR, ouvrier.

Aux électeurs du département de la Seine.

AU PEUPLE.

Citoyens ouvriers, La nation va bientôt être convoquée en assemblée nationale pour élire ses nouveaux représentants.

Citoyens, nous avons été choisis par le destin pour servir d'exemple au monde entier ; jusqu'à présent nous en sommes dignes, sachons continuer notre belle œuvre.

Comme dans le combat, montrons-nous unis, fermes et énergiques ; ne nous laissons pas séduire par les paroles flatteuses et mensongères des soutiens corrompus et corrupteurs de l'ex-monarchie.

Levons-nous comme un seul homme pour repousser tous ces lâches intrigants par la légalité et la justesse de nos votes.

Une ère nouvelle est commencée ; l'avenir des nations est assuré par la fraternité universelle.

Déjà, aux premiers rayons du soleil de notre liberté, tous les peuples de l'Europe se lèvent pour renverser les infâmes tyrans qui les oppriment pendant des siècles.

Vos besoins sont les miens ; ouvrier comme vous, j'ai partagé vos souffrances depuis douze ans ; de plus j'ai été en butte à la persécution et à la rapacité des exploités.

J'ai combattu côte à côte avec vous ; partout où était le danger, je m'y suis trouvé.

Nous voulons que l'instruction soit répandue parmi la classe ouvrière, afin d'ôter pour jamais à la tyrannie l'espoir de régner.

Nous voulons que tous les travailleurs puissent participer aux bénéfices de leur travail et à la consommation des produits de la terre.

Nous voulons la République selon la loi du Christ : tout par le peuple et pour le peuple.

Salut, union et fraternité.
Vive la République !

VASSEUR-LOMBARD, ouvrier dessinateur.

Avis important.

Les citoyens actionnaires du BANQUET SOCIAL sont instamment priés de se réunir vendredi 31 mars à deux heures après midi, au bureau du journal, place Maubert, 9.

XII^e Arrondissement.

— Le bureau de bienfaisance du 12^e arrondissement a été complètement bouleversée aujourd'hui dans sa partie administrative. Les citoyens qui depuis longtemps remplissaient avec zèle et désintéressement ces fonctions, qui, comme on le sait, sont purement gratuites, ont été remplacés par des ouvriers.

— Deux nouvelles plantations d'arbres de la liberté ont été faites aujourd'hui dans les environs de la place Maubert, l'une au coin de la rue des Carmes et de la rue des Noyers, l'autre à l'espèce de place qui commence la rue Traversine du côté de la rue des Carmes.

— Nous avons vu placarder aujourd'hui sur les murs une profession de foi signée du citoyen Boissel, qui se porte candidat aux élections de l'Assemblée nationale. Nous y avons remarqué plusieurs paragraphes relatifs à la question des travailleurs.

— Le citoyen d'Alton-Shée, ex-pair de France, se présente aux élections générales. Il doit venir prochainement faire sa profession de foi, que son passé garantit devoir être démocratique, dans les clubs du XII^e arrondissement, et demander leurs suffrages.

Plusieurs journaux ont déjà parlé d'un changement dans les heures de relevée de poste. Ce changement a l'assentiment général, et nous unissons notre voix à celles de nos confrères pour demander qu'il se fasse au plus vite.

Dans l'état actuel des choses, les gardes nationales perdent deux journées de travail.

Ne vaudrait-il pas mieux faire relever les postes à sept heures du soir ? De cette façon une seule journée se trouverait perdue, et, reposé par la nuit qui suivrait le tour de garde, l'ouvrier pourrait facilement et sans fatigue reprendre son labeur accoutumé.

Actes officiels du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de la justice,
Considérant que les fonctions publiques sont exercées sous la surveillance et le contrôle des citoyens; que chaque citoyen a le droit et le devoir de faire connaître à tous, par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, les actes blâmables des fonctionnaires ou des personnes revêtues d'un caractère public, sauf à répondre légalement de la vérité des faits publiés;
Considérant que le débat entre le fonctionnaire et le citoyen touche nécessairement à des intérêts publics, et ne peut dès lors être jugé que par le jury; que si un préjudice, un dommage résulte d'une attaque déclarée injurieuse ou diffamatoire, c'est la cour d'assises seule qui doit prononcer;

Considérant que la charte de 1830 avait exclusivement attribué au jury la connaissance de ces délits; que la jurisprudence qui s'était établie, autorisant l'action civile devant les tribunaux ordinaires, indépendante de l'action devant le jury, n'était qu'une entrave nouvelle à la liberté de la presse et une cause de ruine pour les journaux et pour les citoyens courageux;

Décète :

Art. 1. Les tribunaux civils sont incompétents pour connaître des diffamations, injures ou autres attaques dirigées par la voie de la presse ou autre moyen de publication, contre les fonctionnaires ou contre tout citoyen revêtu d'un caractère public, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité. Ils renverront devant qui de droit toute action en dommages-intérêts fondée sur des faits de cette nature.

Art. 2. L'action civile résultant des délits commis par la voie de la presse ou par toute autre voie de publication contre les fonctionnaires ou contre tout citoyen revêtu d'un caractère public, ne pourra, dans aucun cas, être poursuivie séparément de l'action publique. Elle s'éteindra de plein droit par le seul fait de l'extinction de l'action publique.

Fait en séance du gouvernement provisoire à l'Hôtel-de-Ville, le 22 mars 1848.

Les membres du gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire.

Vu le décret relatif pour les élections de l'Assemblée nationale.

Arrête :

Les bataillons de la garde nationale mobile voteront en présence du maire de l'arrondissement où ils sont casernés, d'après le registre matricule.

Les officiers et sous-officiers de l'armée, détachés près de ce bataillon, resteront à Paris afin que leur service ne soit pas interrompu.

Fait en conseil de gouvernement, à Paris, le 28 mars 1848.

Les membres du gouvernement provisoire.

GARDE NATIONALE MOBILE.

Le Gouvernement provisoire.

Vu le rapport du général commandant la garde nationale mobile;

Attendu que le choix des citoyens enrôlés, a porté, dans certains bataillons, sur des officiers de l'armée;

Qu'il importe de régulariser la situation de ceux-ci et de ne pas compromettre les règles de la discipline militaire.

Arrête :

Les nominations faites par les volontaires de la garde nationale mobile, en faveur des militaires de l'armée en activité de service, pourront être maintenues.

Le ministre de la guerre placera ces militaires à la suite, dans leurs corps respectifs, toujours avec le simple grade dont ils étaient revêtus dans l'armée.

Le général commandant la garde nationale mobile notifiera ces promotions au ministre de la guerre avec son avis sur chaque militaire promu.

Le ministre de la guerre, d'après cet avis et d'après le dossier de ces militaires, pourra infirmer certaines de ces promotions, et, dans ce cas, prononcera le renvoi immédiat du militaire à son corps.

Fait en conseil du Gouvernement, le 27 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

ÉLECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,

Vu les décrets du Gouvernement provisoire, en date des 8 et 13 de ce mois, concernant les élections d'officiers et sous-officiers de la garde nationale du département de la Seine;

Considérant que l'inscription de tous les citoyens de vingt à cinquante-cinq ans sur les contrôles de la garde nationale, et le principe de l'élection directe, proclamé par le Gouvernement provisoire, dans les décrets ci-dessus mentionnés, doivent être appliqués à toutes les gardes nationales de la République, et qu'il est nécessaire, en conséquence, de faire procéder à des élections générales, d'après les mêmes bases et selon les mêmes dispositions réglementaires,

Arrête :

Art. 1^{er}. Tous les citoyens inscrits sur les contrôles de la garde nationale dans les départements autres que celui de la Seine, sont appelés à procéder, à partir du jour qui sera fixé pour chaque département par le commissaire du gouvernement chargé de l'administrer, à l'élection des colonels, lieutenants-colonels, chefs de bataillon, porte-drapeau, officiers, sous-officiers et caporaux des légions, bataillons ou escadrons et compagnies auxquels ils appartiennent.

Les élections devront être effectuées dans le courant du mois d'avril prochain.

Art. 2. Les compagnies actuellement existantes sous la dénomination de *grenadiers* et de *voltigeurs*, sont supprimées, et les citoyens qui les composent seront immédiatement inscrits sur le contrôle de la compagnie au territoire de laquelle ils appartiennent par leur domicile.

Art. 3. Quel que soit l'effectif des gardes nationales inscrites au contrôle du service ordinaire, le nombre des compagnies par bataillon ne pourra s'élever au-delà de huit, ni descendre au-dessous de quatre.

Art. 4. Les escadrons ou subdivisions d'escadron, les compagnies ou subdivisions de compagnie de cavalerie, d'artillerie, de sapeurs-pompiers et autres corps spéciaux continuent de rester en dehors de l'organisation des bataillons, conformément à ce qui est prescrit par l'art. 47 de la loi du 22 mars 1831.

ÉLECTIONS.

Art. 5. Il sera procédé ainsi qu'il suit aux élections :

§ 1^{er}. Colonels et lieutenants-colonels.

Les légions se réuniront d'abord par bataillons, divisés en sections, pour nommer : 1^{er} leur colonel; 2^o leur lieutenant-colonel.

Chacune de ces élections aura lieu au scrutin individuel et secret, et la majorité absolue des suffrages.

§ 2. Chefs de bataillon et porte drapeau.

Chaque bataillon procédera ensuite à l'élection de son chef, ainsi que de son porte-drapeau.

L'élection de ces officiers se fera simultanément au scrutin individuel et secret, et à la majorité absolue, au moyen de deux urnes différentes.

Dans l'une seront déposés les bulletins pour le chef de bataillon. Dans l'autre les bulletins pour la nomination du porte-drapeau.

§ 3. Capitaines, lieutenants et sous-lieutenants.

L'élection des capitaines aura lieu par bulletins individuels ou par bulletins de liste, suivant que la compagnie aura un seul capitaine, ou un capitaine en premier et un capitaine en deuxième.

Dans ce dernier cas, les bulletins imprimés porteront la désignation suivante :

Capitaine en premier, le citoyen...

Capitaine en deuxième, le citoyen...

L'élection des lieutenants et sous-lieutenants aura lieu sur bulletins individuels ou sur bulletins de liste, selon qu'il y aura un ou plusieurs officiers de ces grades à nommer.

Lorsqu'il y aura dans une compagnie, deux ou plusieurs lieutenants ou sous-lieutenants, ils seront classés entre eux selon l'ordre des suffrages obtenus, à quelque tour de scrutin que l'élection ait eu lieu.

§ 4. Sergents-majors, fourriers, sergents et caporaux.

L'élection à ces divers grades aura lieu par trois scrutins successifs, à la majorité relative, sur bulletins de liste :

Un pour le sergent-major et le fourrier,

Un pour les sergents,

Un pour les caporaux.

Art. 6. Des officiers, dans chaque grade, ne pourront être élus à la majorité relative que si, après un premier et un second tour de scrutin, il reste encore des nominations à faire.

Dans ce cas, il sera procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats ayant obtenu le plus de suffrages au second tour de scrutin, en nombre double de celui des officiers restant à nommer.

Au cas où deux candidats auront obtenu le même nombre de voix, l'élection sera acquise au plus âgé.

CORPS SPÉCIAUX.

Art. 7. Les gardes nationales des escadrons ou subdivisions d'escadron de cavalerie, d'artillerie, et des compagnies ou subdivisions de compagnie de sapeurs-pompiers, marins et ouvriers marins, concourront :

1^o Avec tous les gardes nationaux de la légion à laquelle ils appartiennent, à l'élection du colonel et du lieutenant-colonel de ladite légion;

2^o Avec tous les gardes nationaux du bataillon, soit communal, soit cantonal, dans la circonscription duquel ils se trouvent compris, à l'élection du chef et du porte-drapeau dudit bataillon.

Pour l'un et l'autre cas, ils se réuniront aux gardes nationales de la commune où ils sont respectivement domiciliés.

De plus, dans les localités où la garde nationale ne forme point un bataillon communal, et où les corps spéciaux ne se composent que de subdivisions, les gardes nationaux de ces corps spéciaux participeront individuellement, avec la compagnie dans la circonscription de laquelle ils sont domiciliés, à l'élection des officiers de la garde nationale communale, supérieurs en grade à ceux que leur assigne la force de leur effectif.

Ils procéderont ensuite, et selon les règles ci-dessus posées, aux élections que comporte leur cadre particulier.

NOMINATIONS.

§ 1^{er}. Commandants supérieurs.

Dans les villes où il sera reconnu nécessaire de nommer un commandant supérieur de la garde nationale, en conformité de l'art. 64 de la loi du 22 mars 1831, il sera pourvu à cet emploi par le ministre de l'intérieur ou par le commissaire du département, en vertu d'une délégation du ministre.

§ 2. Officiers des conseils de discipline.

Les officiers rapporteurs et les officiers secrétaires des conseils de discipline seront nommés dans la forme prescrite par l'art. 103 de la loi du 22 mars 1831.

§ 3. Chirurgiens-majors ou aides-majors.

Les chirurgiens-majors ou aides-majors seront nommés dans la forme prescrite par l'art. 58 de la loi précitée.

§ 4. Majors et adjudants-majors.

Les majors et adjudants-majors seront nommés par le commissaire du département sur une liste de candidats dressée par les commandants supérieurs ou par les chefs de corps.

§ 5. Adjudants sous-officiers.

Les adjudants sous-officiers seront nommés par les commandants supérieurs ou chefs de corps.

Dispositions générales.

Art. 9. Les élections auront lieu conformément à l'article 50 de la loi du 22 mars 1831, sous la présidence du maire ou de l'un des adjoints assisté de deux membres du conseil de recensement.

Si le nombre des sections excède celui des maires et adjoints, la présidence appartiendra, dans quelques-unes, à des membres du conseil de recensement délégués par le maire.

Le président ainsi désigné sera également assisté de deux membres du conseil de recensement.

Les membres du bureau choisiront le secrétaire de chaque assemblée ou section.

Art. 10. Les dispositions du présent arrêté ne seront point appliquées à l'égard des communes où déjà il a été procédé au renouvellement des officiers et sous-officiers de la garde nationale d'après les principes établis par le décret du 8 mars.

Paris, le 26 mars 1848.

LEDRU-ROLLIN.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le ministre de l'intérieur arrête :
Le pantalon d'uniforme d'été pour toutes les gardes nationales de la République sera en buffine, chaîne et trame coton blanc parfait, conforme au type déposé au ministère de l'intérieur.

Le secrétaire-général au département de l'intérieur est chargé du présent arrêté.

Le ministre de l'intérieur,

LEDRU-ROLLIN.

Le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes

Arrête :

Art. 1^{er}. Un concours est ouvert pour la composition de chants nationaux destinés à être exécutés dans les fêtes publiques.

Art. 2. Les poètes et les musiciens sont invités à s'associer pour ces compositions, qui devront réunir les paroles et la musique.

Art. 3. Des médailles de bronze, décernées au nom de la République, et l'honneur de l'exécution dans les fêtes nationales, sont les seules récompenses offertes aux concurrents.

Art. 4. Les compositions devront être adressées au ministère de l'instruction publique, avant le 20 avril prochain.

Art. 5. Un jury sera institué pour juger les ouvrages présentés.

Paris, le 27 mars 1848.

Le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes,

CARNOT.

ARRÊTÉ CONCERNANT LE TRAVAIL ET LE SALAIRE DES OUVRIERS BOULANGERS.

Sur l'avis motivé de la commission du Gouvernement pour les travailleurs, du commun consentement des représentants des ouvriers et des délégués-maitres, mis en présence et entendus;

Considérant que, de toutes les industries, celle qui est et qui doit être, par sa nature, le plus directement soumise à l'action du pouvoir, est celle des boulangers;

Considérant que, de toutes les professions, il n'en est pas de plus pénible que celle des ouvriers boulangers; qu'il est dès lors aussi équitable que nécessaire de pourvoir à l'amélioration de leur sort.

Le préfet de police croit devoir publier les dispositions suivantes:

Art. 1^{er}. Les doubles fournées sont supprimées.

II. Première catégorie. — Brigade à deux hommes.

Quatre fournées par deux hommes, à 4 fr. 50 c. par homme, plus un pain d'un kilogramme et 20 c. de vin.

Si y a une cinquième fournée, elle sera payée à 60 c. par homme, et si la contenance du four est de plus de quatre-vingts pains, la fournée sera payée 75 c. par homme.

III. Deuxième catégorie. — Brigade à trois hommes.

Un gindre, un premier aide et un second aide, six fournées par trois hommes, à 4 fr. 50 c. pour le gindre et le premier aide, et à 3 fr. 50 pour le second aide.

Le premier et le second aide pétriront chacun trois fournées.

Mêmes conditions pour le pain et le vin.

Si y a une septième fournée, elle sera payée à 60 c. par homme, et si la contenance du four est de plus de quatre-vingts pains, cette septième fournée sera payée 75 c. par homme; dans ce cas, l'aide et son second aide pétriront tour à tour trois et quatre fournées.

Si, une fois ou deux par semaine, il y a lieu de faire une huitième fournée, elle sera payée 75 c. par homme.

IV. Troisième catégorie. — Brigade à quatre hommes.

Un gindre, un aide, un second aide et un quatrième; huit fournées par quatre hommes, à 5 fr. pour le gindre, 5 fr. pour l'aide, 4 fr. pour le second aide, et 3 fr. 50 c. pour le quatrième.

Mêmes conditions pour le pain et le vin.

Le quatrième pétrira la dernière fournée, et le second aide finira l'ouvrage.

Si y a une neuvième fournée, elle sera payée à 60 c. par homme, et si la contenance du four est de plus de quatre-vingts pains, cette neuvième fournée sera payée 75 c. par homme.

Enfin, si, une fois ou deux par semaine, il y avait lieu de faire une dixième fournée, elle serait payée 1 fr. par homme.

Paris, le 28 mars 1848.

Le préfet de police : CAUSSIDIÈRE.

Aujourd'hui 28 mars, le citoyen Marie, membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics, s'est rendu au bureau central des ateliers nationaux, où s'étaient réunis tous les délégués des différentes brigades, ayant à leur tête le citoyen Emile Thomas, commissaire du Gouvernement, pour la direction de ces ateliers.

Le citoyen Emile Thomas ayant annoncé le but de la visite du ministre, l'un des délégués, le citoyen Arthur Bontan, s'est exprimé ainsi :

« Les ouvriers du 27^e atelier, 7^e service, 1^{re} escouade, 2^e brigade, et tous les ouvriers des ateliers nationaux viennent, après avoir élu leur chef, vous offrir les témoignages de leur profonde gratitude et leurs remerciements sincères pour tout ce que le Gouvernement provisoire a fait jusqu'à ce jour, tant pour obvier aux besoins si pressants de la classe ouvrière, que pour assurer son bien-être, et son bonheur dans l'avenir. Les désordres financiers et le gaspillage du Gouvernement déchu, qui ne puisait sa force factice que dans la corruption, avait amené la crise commerciale qui nous laissait sans travail et sans pain, mais, notre misère et nos souffrances lui importait peu, pourvu qu'il pût faire régner le despotisme et l'arbitraire, et que ses séides fussent gorgés de l'or volé à la France entière.

Il n'en a pas été ainsi de vos défenseurs nés des intérêts du peuple, et attachés depuis longtemps à sa cause; vous avez compris, aussitôt que sa volonté vous a appelés au poste que vous occupez d'une manière si digne, qu'en conquérant sa liberté il avait aussi le droit de vivre. Votre première pensée a donc été de lui en fournir les moyens, et, depuis ce jour, pas un de nous n'a eu l'amère douleur de se voir obligé de refuser du pain à ses enfants.

« Vous avez fait plus encore, vous avez compris que le peuple qui, après avoir chassé la royauté, s'était promené dans son palais en dédaignant les richesses et les trésors qui s'y trouvaient, et qui étaient le produit de son sang; que ce peuple, dis-je, ne voulait pas vivre d'aumône, et, dans ce but, vous avez créé des ateliers nationaux dans lesquels ont été admis tous les ouvriers sans travail. Par ce moyen, chacun gagne par son travail la rétribution que chacun lui accorde.

« Merci donc à vous tous, citoyens, qui demeurez fidèles à vos principes. Vous avez compris et soulagé nos besoins; vous avez agi en hommes de cœur, et nous vous en conservons une éternelle reconnaissance. Le Gouvernement peut compter sur notre dévouement à la patrie. Telle est notre devise qui doit être celle de tous les vrais citoyens républicains. (Vive la République!)

Le citoyen Bontan reprend la parole. Au nom des ouvriers il adresse au citoyen Emile Thomas, directeur, les plus vifs remerciements sur son zèle, son infatigable dévouement à accomplir la difficile mission qui lui a été confiée par le Gouvernement provisoire.

Le citoyen Emile Thomas. Je ne puis accepter pour moi les remerciements que vous voulez bien m'adresser. Mon dévouement vous est acquis, mais je dois reporter au Gouvernement provisoire, au ministre des travaux publics et à la mairie de Paris, toute votre gratitude. Là sont les vœux, les efforts de tous les jours. Je dois aussi me féliciter hautement de la collaboration des élèves de l'École centrale; nous sommes tous unis de tête et de cœur pour vous servir. (Vifs applaudissements.) Vive le Gouvernement provisoire! vive le ministre des travaux publics!

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS. C'est du fond du cœur, citoyens, que je vous remercie des bonnes paroles que vous venez de prononcer. Je vous en remercie au nom du gouvernement provisoire, et en mon nom personnel.

Ah! vous êtes bien dignes de cette liberté que vous avez conquise, bien dignes de vivre sous cette République que vous avez fondée. Courageux contre le gouvernement renversé, calmes et égaux dans votre force, patients dans les privations et jusque dans la souffrance; oui, citoyens, c'est ainsi qu'on réalise les grandes conquêtes sociales.

« Vous avez raison, citoyens, dans votre reconnaissance pour le Gouvernement provisoire, et permettez-moi de le dire, puisque, dans votre cœur, vous voulez bien associer au Gouvernement provisoire dans votre bienveillance pour moi. Oui, de cœur et de raison nous voulons tous réaliser ces améliorations dans la condition des travailleurs que la République vous promet, que la République seule vous donnera. Notre volonté n'a pour limite, sur ce terrain, que la puissance humaine. J'aime mieux les actes que les paroles, surtout quand il s'agit du sort des ouvriers; eh bien, je vous le dis, tous mes efforts depuis que votre volonté m'a appelé à l'honneur de servir la patrie, ont été dirigés dans cette pensée : ouverture de nouveaux ateliers, développement le plus grand possible de ces ateliers du travail, enfin du travail.

(Bravo ! bravo !) — Vive le gouvernement provisoire ! vive le ministre ! vive Emile Thomas !

« Citoyens, dans ces efforts du gouvernement, vous nous avez aidé ; je vous en remercie. Restez calmes comme vous l'avez été ; évitez ces promenades, ces réunions qui alarment le commerce et l'industrie. Les sources du travail en sont altérées profondément. Votre intérêt est compromis, et c'est là ce qui nous touche et nous inquiète. »

« Nous sommes toujours prêts à vous entendre. Que vous soyez un grand nombre ou un petit nombre, que vous parliez de vous-mêmes, et individuellement ou par délégués, soyez sûrs que vos justes réclamations seront toujours sincèrement et loyalement écoutées. Ce qui fait toujours la force de votre cause, ce n'est pas le nombre des réclamants, c'est la justice des réclamations. (Bravo ! bravo !)

« Maintenant, citoyens, je veux aussi vous parler de vos droits. Les élections arrivent. Le Gouvernement veut que dans les grades d'officiers comme à l'Assemblée générale, vous soyez largement représentés par des hommes pris parmi vous ; je dis largement, non exclusivement, vous-même ne l'entendez pas ainsi. Réunissez-vous donc. La République est fondée ; on ne l'escamotera pas cette fois. Vos droits vous sont acquis, citoyens, exercez-les. (Vive la République ! Vive la République !)

« J'ai encore un mot à vous dire. Le Gouvernement provisoire ne serait pas juste s'il ne reportait pas une partie de vos remerciements au citoyen Emile Thomas, à ces braves jeunes gens de l'école centrale, à tous vos chefs élus, si ardents au devoir, si actifs, si dévoués. Honneur à eux tous, car ils ont rendu à la patrie de grands services. »

(Oui ! oui ! — Vive Emile Thomas ! Vivent les élèves de l'école centrale ! Vivent nos chefs !)

Une conversation fraternelle s'engage entre les délégués et le ministre des travaux publics, qui reçoit de leurs mains des adresses au Gouvernement provisoire.

L'un des délégués demande un local pour y établir un club.

Le ministre répond :

« Partout où s'assembleront des ouvriers comme vous, si patients, si calmes, si amis de l'ordre, le Gouvernement provisoire sera toujours confiant. »

Le ministre quitte la réunion aux cris de : Vive la République ! Vive le Gouvernement provisoire !

Révolution Européenne.

ITALIE. — Nous avons reçu aujourd'hui peu de journaux d'Italie. La *Gazette piémontaise* entre autres, dans laquelle nous espérons trouver des nouvelles officielles du Piémont et de la Lombardie ne nous est pas arrivée. Nous pouvons cependant donner les nouvelles suivantes :

Le roi de Sardaigne est parti lui-même à la tête de son armée. Le vice-roi de Lombardie est à Vérone avec sa famille.

Son troisième fils, l'archiduc Sigismond a été arrêté à Bergame. Les Autrichiens, au nombre de 5 ou 6,000, stationnent à Marignano.

Les milans ont fait sauter le pont de Lambro pour couper les communications à l'ennemi.

Vénise est en pleine insurrection.

Le grand-duc de Toscane proclame à son tour que l'heure de la complète insurrection de l'Italie a sonné. Non-seulement il a ordonné des enrôlements de volontaires, mais il a fait marcher toutes ses troupes régulières vers la Lombardie.

Un bulletin extraordinaire, daté de Milan, le 24-mars, à deux heures après-midi, nous arrive à l'instant.

Il annonce que Trente et tout le Tyrol sont soulevés.

Lodi et Crémone combattent ; incendiées, mais victorieuses. Pavie, Brescia et Desenzano ont également chassé les Autrichiens.

Les troupes qui défendaient Pizzi-Ghettonne ont fait défection ; la forteresse a été prise par les Milanais avec 17 canons.

Les duchés de Parme et de Modène se sont réunis au Piémont et à la Lombardie.

Le duc de Modène n'est pas en fuite, comme nous le disions hier, mais emprisonné.

A Rome, le 21, à l'arrivée des premières nouvelles de Milan, le peuple a arraché les armoiries du palais de l'ambassade d'Autriche. L'ambassadeur est en fuite.

Le bulletin que nous avons sous les yeux se termine ainsi :

Vive le peuple italien !

Vive Charles-Albert, roi d'Italie !

ALLEMAGNE. — TRANSFORMATION DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE. — La *Gazette universelle de Prusse* annonce que, vu la marche rapide des événements, le congrès des souverains allemands à Dresde n'aura pas lieu ;

Que différents États allemands n'en sont pas moins tombés d'accord avec la Prusse sur la nécessité d'une transformation de la Diète germanique, et que les bases suivantes ont été posées :

Unité de direction ;

Election d'un chef unique de la confédération ;

Chambre haute, composée des membres de la confédération ou de leurs délégués ;

Chambre basse, composée des députés de la nation allemande. Pour hâter autant que possible cette transformation, dix-sept hommes, investis de la confiance de la nation et qui seront désignés par les différents États allemands, seront envoyés à Francfort pour se concerter avec la diète sur la prompt exécution du nouveau système.

Le délégué de la Prusse est M. Dahmann, un des chefs les plus éprouvés du libéralisme allemand.

De son côté, la diète germanique a fait publier l'avis suivant :

Extrait du protocole de la 23^e séance de la diète germanique, tenue le 25 mars 1848.

La diète germanique arrête :

L'invitation adressée par suite de la résolution de la diète du 10 de ce mois à tous les gouvernements allemands de déléguer le plus tôt possible des hommes investis de la confiance publique, à l'effet de discuter la révision du pacte fédéral sur une base vraiment nationale et en rapport avec l'esprit du siècle, sera réitérée, afin que cette discussion puisse commencer ici immédiatement après l'arrivée de ces députés.

Les duchés de Schleswig-Holstein se sont déclarés indépendants.

La Prusse fait marcher ses troupes pour les protéger contre une agression possible du Danemark.

AUTRICHE. — L'empereur d'Autriche accorde une amnistie complète à tous les condamnés politiques, et notamment à ceux de la Galicie, de la Cracovie et de la Lombardie.

Tous les détenus politiques seront immédiatement mis en liberté.

Toutes les instructions commencées seront considérées comme nulles et non avenues.

RUSSIE. — Des lettres de Saint-Petersbourg, du 10 mars, annoncent que la ville est dans une extrême agitation.

Un coup de pistolet aurait été tiré sur le czar dans la rue, et la balle aurait traversé son chapeau.

— Le prince de Prusse vient d'arriver à Londres, porteur d'une communication confidentielle de Frédéric-Guillaume IV pour la reine Victoria.

DANEMARK. — Il s'est formé à Kiel un Gouvernement provisoire pour les duchés de Schleswig-Holstein qui se détachent du Danemark. Le gouvernement est composé du prince Frédéric d'Augustenbourg, du comte Roventlow-Preetz, de MM. Besseler, Bremers et Schmidt. Les duchés déclarent faire partie intégrante de la diète allemande, afin de jouir de la liberté de la presse et de prendre part au parlement allemand.

Dès aujourd'hui ces duchés sont perdus pour les Danois.

ESPAGNE. — La reine d'Espagne a suspendu les séances des cortès.

PORTUGAL. — Nous avons des nouvelles de Lisbonne jusqu'au 20 courant. Il est faux qu'une révolte contre le gouvernement actuel de Portugal ait éclaté à Porto, ainsi que l'avait publié un journal français ; tout le pays jouissait, au contraire, de la plus grande tranquillité, sans qu'on eût eu besoin de recourir à aucune mesure extraordinaire, comme cela est arrivé en Espagne. Il paraît que le gouvernement portugais, d'accord avec le comte de Thomar, chef du parti chartiste, a repoussé toute idée de moyens coercitifs.

Les événements qui ont eu lieu en France ont produit une immense impression dans tous les esprits.

Les chambres portugaises continuent leurs travaux. Le ministre des finances venait de présenter le budget de 1848-1849. Le rapport qui précède ce budget fait le plus grand honneur à M. Falcao. Ce ministre y présente un tableau fidèle de l'état des finances, et propose des mesures énergiques et radicales pour équilibrer les dépenses avec les recettes, sans l'établissement de nouvelles impositions, et tout en faisant face au paiement des intérêts de la dette extérieure et intérieure.

La reine avait été la première à concourir au rétablissement des finances en faisant abandon du tiers de sa dotation.

ETATS-UNIS. — Le *Britannia* a apporté à Liverpool des nouvelles de New-York jusqu'au 10 mars. Le sénat américain n'a pris encore aucun parti sur le traité conclu par M. Trist.

Faits Divers.

— Chaque jour, les polonais reçoivent de la France des témoignages de la plus profonde sympathie. Hier, la commune de Batignolles a été témoin d'un spectacle touchant. Les habitants eurent l'idée de planter un arbre de mai dans la cour de l'école polonaise. Il était six heures du soir, et la pluie, qui commençait à tomber, n'empêcha pas une foule immense de citoyens et la garde nationale, musique en tête, d'assister à cette cérémonie imposante qu'éclairait la lueur des torches. Le curé, assisté du clergé des Batignolles, vint bénir le symbole de la Liberté, et fit une allocution qui impressionna vivement les spectateurs ; le maire de la commune prononça à son tour des paroles chaleureuses, échos des vœux ardents que nous faisons tous pour les généreux enfants de la Pologne dont la France a tant de fois éprouvé le dévouement sur les champs de bataille. Le brave général Dwernicki, comme président de la Société qui a fondé cette école, a répondu en ces termes :

« Mes amis, je vous remercie des marques de sympathie dont notre chère patrie est l'objet de votre part. Je ne puis vous peindre toute la joie, toute la reconnaissance qu'inspire à mon cœur l'expression de vos sentiments pour une nation heureuse et libre d'entendre la France l'appeler sa sœur du Nord. Cet arbre de la liberté que vos mains ont planté au milieu de cette jeunesse polonaise, à laquelle vous avez donné une si noble hospitalité, je le regarde comme le présage de la délivrance prochaine de la Pologne ; et alors, la République française n'aura jamais de plus fidèle alliée que la République polonaise. »

Ces simples et dignes paroles, prononcées d'une voix vibrante d'émotion, provoquèrent de vifs applaudissements et furent suivies des cris mille fois répétés de Vive la République ! vive la Pologne ! vive le général Dwernicki ! vive Ledochowski ! puis la foule s'écoula lentement et en ordre, sous le charme de cette scène qui empruntait à un concours de circonstances particulières un intérêt si puissant, un caractère à la fois si mélancolique et si passionné.

— On assure que par suite des dernières nouvelles arrivées d'Italie, le gouvernement français vient de décider qu'une concentration de troupes offrant un effectif de 52,000 hommes, va avoir immédiatement lieu du côté de Vienne dans le Dauphiné.

— L'appel suivant est adressé à tous les officiers de l'armée :

Camarades et concitoyens,

Au moment où toutes les corporations se réunissent, au moment où le Gouvernement provisoire lui-même encourage ces actes de civisme, un devoir sacré nous est imposé. L'intérêt de la patrie nous convie à suivre l'exemple qui nous est donné : réunissons-nous à notre tour.

A cet appel, vous vous empresserez de répondre : le drapeau du gouvernement, c'est le nôtre, c'est le drapeau national, avec lequel nous avons parcouru le monde ; c'est le drapeau pour lequel nous avons versé notre sang ; c'est celui à la gloire duquel nous avons tous participé. Offrons à la France les services que nous pouvons encore lui rendre.

Etrangers à tous les partis, nous venons faire appel à tous nos frères d'armes, dans le but d'offrir au Gouvernement notre adhésion, au pays un concours désintéressé.

Notre devise sera toujours : HONNEUR ET PATRIE.

Une nouvelle réunion aura lieu au manège de la rue Duphot, 12, le samedi 1^{er} avril.

— A l'imprimerie nationale a eu lieu la plantation d'un arbre de la Liberté. L'arbre, que les ouvriers de l'établissement sont allés chercher tous ensemble à la Glacière, et dont le propriétaire de l'usine, M. Blandin, leur a fait don, a été planté au milieu des manifestations les plus vives et des chants patriotiques les plus animés. Le directeur de l'imprimerie nationale, accompagné des chefs et employés de l'administration, a présidé à cette inauguration.

« L'administration de l'imprimerie nationale toute entière, a-t-il dit, vient avec empressement s'associer à la manifestation improvisée et patriotique des ouvriers de ce grand et glorieux établissement. Je viens prendre ma place à votre tête pour saluer l'ère nouvelle que cet arbre représente et la Liberté dont il est le symbole. »

« Quand chaque matin vous entrerez ici pour reprendre vos travaux, cet arbre, que vous apercevrez d'abord, vous rappellera que vous êtes citoyens d'un pays libre, et avec ce nom de citoyens, il vous rappellera tout ce qu'un tel nom renferme ; en même temps que vos droits, il vous rappellera vos devoirs ; les devoirs et les droits sont inséparables, comme l'ordre le doit être de la Liberté. »

« Je salue encore une fois le beau peuplier que vous venez de planter ; nous l'arroserons chaque jour avec soin, afin qu'il s'affermisse, qu'il grandisse, et qu'il étende ses rameaux sur vos enfants. »

Le clergé de Saint-Jean-Saint-François, qu'une députation d'ouvriers était allée chercher avec la bannière de l'établissement, est venu ensuite bénir l'arbre de la Liberté.

Le vénérable curé de la paroisse a prononcé, après la bénédiction, quelques mots pleins d'onction et d'amour de la patrie, écoutés avec respect et suivis des acclamations des ouvriers qui ont tous accompagné le clergé à son départ jusqu'à la porte de l'hôtel.

Un ouvrier de l'établissement, M. Barillot, a chanté des couplets improvisés pour la circonstance. Toute la journée a été une fête pleine d'ordre et d'union. Les chefs et ouvriers étaient confondus dans un senti-ent commun de véritable fraternité.

— Ou lit dans le *Moniteur* :

« Nous nous empressons d'annoncer que, par suite de l'intervention de la *Commission de Gouvernement pour les travailleurs*, le travail a complètement et immédiatement repris dans les ateliers de MM. Derosne et Cail, constructeurs de machines, qui occupent un si grand nombre d'ouvriers. Des demandes d'arbitrage sont adressées de toutes parts à M. Louis Blanc par les travailleurs et les patrons. »

« Ces demandes sont toujours accueillies avec empressement et plaisir ; et de cette mutuelle confiance sort presque toujours la conciliation. Les ateliers sont aussitôt rouverts. C'est ainsi que par le bon, le noble esprit de tous, se réalise chaque jour ce mot, prononcé dès le premier jour : l'ordre dans la liberté ! »

— Le sieur Petit, père de quatre enfants, ciseleur en cuivre, rue de la Bucherie, venait de dîner hier en famille, et se disposait à sortir vers quatre heures, lorsque la détonation d'une arme à feu se fit entendre dans l'allée de la maison qu'il habite. Presque aussitôt on lui rapporta mort l'aîné de ses enfants, un charmant petit garçon de six ans environ, qui était descendu à l'avance pour attendre ses parents sur le pas de la porte.

L'apprenti d'un voisin, à la disposition duquel on avait laissé imprudemment le fusil de garde national de son maître, était venu le trouver pour jouer avec lui, et comme le jeune Petit lui disait qu'il ne pouvait rester avec lui, qu'il sortait avec sa famille ; « alors il faut que je te tue ! lui avait dit en riant son petit voisin qui, ignorant que le fusil de son maître fut chargé, l'avait en même temps couché en joue et avait lâché la détente. Ce déplorable événement, qui plonge dans le deuil tout une famille aimée et estimée dans le voisinage, offre un nouvel exemple du danger de conserver chez soi des armes chargées. »

— Il y a quelques jours, la police de sûreté arrêtait à Montmartre une bande de malfaiteurs dont le chef, Thava, maintes fois repris de justice, et en dernier lieu condamné aux travaux forcés à perpétuité par contumace, se cachait dans cette commune sous les faux noms de Lefebvre et de Bertrand.

L'instruction criminelle qui se suit contre cette dangereuse association de récidivistes, ayant mis sur la trace d'une autre brigade de la même bande, dont le siège principal se trouvait établi dans une maison isolée des Batignolles, le chef de police de sûreté, M. Allard, s'assura qu'elle poussait des excursions jusques à Bruxelles et à Londres, opérant surtout dans les embarcadères de chemins de fer, dans les stations de transbordement de bagage, et s'emparant ainsi de malles, de portefeuilles, de valeurs et objets de toute nature.

Une surveillance active fut organisée sur ces données : on attendit un moment où les chefs de la bande reviendraient de quelque expédition de ce genre, et cette circonstance ayant paru se présenter favorablement hier, la maison signalée comme point central de l'association fut inopinément envahie par une brigade d'agents dirigés par un commissaire aux délégations, porteurs de mandats décernés par M. Caussidière.

Plusieurs individus reconnus pour des repris de justice, et dont les deux chefs sont des libérés, ont été mis en état d'arrestation.

Parmi les pièces de conviction saisies en grande quantité, figurent : une lettre de crédit de 100 livres sterling, fournie par la maison Bocks Bithulph de Londres, pour M. Henri-Louis Smale ; un reçu de 250 actions de la compagnie du chemin de fer de Lyon à Avignon, signé Hottinger et C^e ; un carnet contenant un billet de la maison Hottinger et C^e, rue Bergère, 1 ; un compte payable à vue de 1,365 livres sterling de la maison Towood et C^e de Londres, etc. Enfin, deux passeports lavés et tout disposés pour être remplis avec de faux noms, sur l'un desquels toutefois on a oublié d'effacer au-dessous d'un visa timbré de Toulon, le numéro d'ordre apposé par la mairie, numéro qui ne peut manquer de mettre la justice sur la trace de la personne à laquelle ce passeport a dû être soustrait avec d'autres objets plus précieux.

— Tous les artistes de la province, présentement à Paris, sont invités à se réunir les mercredi et vendredi de chaque semaine, de deux à cinq heures de l'après-midi, à la salle du Conservatoire, rue Bergère, n^o 2.

Le but de ces réunions est de discuter et s'éclairer mutuellement sur les mesures d'amélioration et d'intérêt général qu'il y aurait à prendre pour le soulagement de la grande famille des artistes de la province.

Il suffira pour être admis de déclarer ses noms et qualités.

Appel à tous de la part de leurs camarades.

La première séance aura lieu le mercredi 29 mars 1848.

— Louis-Philippe avait placé 600,000 fr. de rentes sur le grand-livre de la dette publique ; mais ce placement avait été fait sous divers noms supposés. M. Armand Marrast, pendant qu'il était administrateur momentané de la liste civile, a découvert cette possession, et les inscriptions ont été placées dans les mêmes conditions de surveillance que les autres biens qui ont appartenu à l'ex-roi.

— Aujourd'hui, à midi, la place du Carrousel présentait un grand déploiement de troupes, réunies pour conduire à sa dernière demeure un brave citoyen, mort, dans l'hospice des Tuileries, des suites des blessures qu'il avait reçues en février pour le triomphe de la cause populaire. Dès le matin, on avait dressé une tenture mortuaire sur la façade de la première porte des Tuileries, située sur la cour du Carrousel, à droite du pavillon de Flore. A une heure, les voitures de deuil et le char funèbre arrivèrent dans la cour des Tuileries, et le cortège ne tarda pas à se mettre en marche. Une compagnie de la légion de la garde nationale à cheval marchait en tête, venait ensuite un bataillon de la garde mobile, qui précédait le char entouré de gardes nationaux portant l'arme sous le bras gauche. Derrière le char, les parents et les amis de la victime, au nombre desquels on remarquait un dragon en grand uniforme. Plus loin, c'étaient des délégués du Gouvernement provisoire, le général de la garde nationale et son état-major, des envoyés des diverses écoles, parmi lesquels des élèves de Saint-Cyr, de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole centrale, du Val-de-Grâce, les blessés de février, dont les uns suivaient à pied les autres dans des voitures ; enfin, des piquets de toutes les légions de la garde nationale et un autre bataillon de la garde mobile.

Ainsi formé, le cortège se dirigea des Tuileries vers l'église

de Saint-Germain-l'Auxerrois, à travers la cour du Louvre. L'église était drapée avec une sévère simplicité. Une tenture noire, bordée de liserés blancs, masquait tout le portail jusqu'au fronton le plus élevé et enveloppait les deux colonnes qui le supportent. Au-dessus de la première galerie, sur un fond noir, étaient écrits en lettres d'argent ces simples mots : « Mort pour la Liberté. » Au-dessous de ces lettres était un médaillon où deux palmes entouraient les faisceaux de la République.

Après l'office divin, célébré par M. le curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, le cortège s'est dirigé par les boulevards vers la colonne de Juillet.

— On lit dans la *Gazette de Norvège* :

« Le 10, des étudiants s'attroupèrent devant la maison de M. Stabell à Christiania, qui, la veille, avait présidé la chambre, et le huèrent. Le 11, ils revinrent, suivis d'une foule de curieux, mais cette fois, d'autres étudiants, plus nombreux que les mécontents, vinrent s'opposer à ceux-ci. Toutefois, la lutte entre les sifflets et les applaudissements vainqueurs se termina sans voies de fait. La foule entière vint ensuite faire retentir sur la Grande place des hurrah pour la liberté et pour la constitution, et plus tard la lutte entre les démonstrations opposées se renouvela devant le palais du gouverneur-général. Le lendemain, 12, le *Morgenblad*, feuille libérale, censura ces illégalités et les étudiants y renoncèrent. Mais le soir, les ouvriers et des individus de diverses espèces recommencèrent. La police, secondée par une compagnie de fusiliers, ayant réussi à les cerner, ils se soumièrent et laissèrent arrêter 53 des plus violents. »

— Le tribunal de commerce de Paris, vient, dit-on, de répondre au vœu général.

Le nombre des agréés serait doublé.

La ville de Paris n'attendait pas moins du patriotisme du tribunal consulaire.

Depuis dix ans, cette augmentation était demandée de toutes parts par les besoins des affaires commerciales.

Cette résolution met un terme aux scandales causés par la vente de ces prétendues charges. N'a-t-on pas vu, un mois avant la révolution qui vient de s'accomplir, des agréés vendre leurs études 3 et 400,000 fr.

Les justiciables gagneront à cette augmentation du nombre des agréés.

— Plusieurs journaux ont annoncé qu'un garçon de recette du Comptoir national d'escompte s'était enfui en emportant une somme de 58,000 fr. L'administration est heureuse de pouvoir déclarer que le fait est complètement inexistant.

— On écrit de Boulogne-sur-Mer :

« Notre cité est plongée dans le deuil et la douleur. »

« Le 23 février dernier, le bateau de pêche commandé par le maître Papin, et monté par 10 hommes d'équipage, périsait corps et biens près de la côte d'Angleterre. »

« Papin était l'un des marins les plus intrépides du port de Boulogne. Mainte fois, il avait bravé la tempête et s'était risqué sur son frêle esquif, au milieu des flots, alors que les plus courageux hésitaient. Des actes de courage réitérés avaient fait poser sur sa poitrine l'étoile des braves. Quand il y avait un danger à courir, on le voyait toujours marcher en tête; mais la mort, qui l'avait respecté jusque-là, l'a frappé avec l'un de ses fils. La cité perd un de ses plus courageux enfants et la patrie un citoyen qui aurait pu rendre de grands services dans une guerre maritime. »

« Ce sinistre a été bientôt suivi d'un autre non moins déplorable. »

« Avant-hier, le bateau de pêche n° 41, ayant pour maître Bourgain Watel, et portant quinze hommes d'équipage et trois mousses, a aussi péri corps et biens, presque en face du port de Boulogne. On compte parmi les morts cinq personnes de la même famille. »

« Le 21 courant, un notaire s'enfuyait avec sa famille, laissant un passif qui s'élève à environ 800,000. On dit que beaucoup de personnes pauvres et appartenant à la classe des marins lui avaient confié leurs économies. »

« Le 22, un autre notaire, appartenant à l'une des familles les plus honorables de la ville, mettait fin à ses jours. Il laisse, dit-on, ses affaires en bon état; mais la commotion que lui a fait éprouver la nouvelle de la fuite de son confrère l'a exalté et poussé à cet acte de désespoir. Il était estimé et aimé de tous. »

« Ces diverses catastrophes ont profondément impressionné la population. »

— Des troubles graves, mais qui n'avaient aucun caractère politique, ont éclaté au Puy (Haute-Loire), mercredi dernier, à l'occasion du changement du marché aux grains, que l'on voulait transférer de la rue Panessac à un autre quartier plus spacieux, plus sommodé.

Les paysans qui apportaient leurs grains sur la place nouvellement désignée, ont été ramenés de force par les habitants ameutés vers la rue Panessac.

Cette violence a amené une rixe entre les habitants des quartiers rivaux. Le nouveau maire, M. Chouvy, a été frappé; le général a reçu plusieurs coups de pierre. Les attroupements, grossissant toujours, sont devenus plus entreprenants. Ils se sont portés sur tous les bureaux d'octroi, qu'ils ont saccagés de fond en comble: tous les livres ont été déchirés, les meubles brûlés. On ne sait ce qui serait advenu, si des cartouches n'eussent été distribuées promptement aux gardes nationaux et à la troupe de ligne.

Quand cette foule, ameutée sans but déterminé et sans préméditation, a vu le danger, elle s'est dispersée. Dans la collision, plusieurs gardes nationaux ont été grièvement blessés. L'un d'eux, M. Bergounioux, est à toute extrémité. Une vingtaine d'individus des deux sexes ont été arrêtés. On craignait des troubles pour samedi dernier, jour du marché; mais la tranquillité n'a pas été troublée.

— Jeudi matin, à six heures, quelques femmes pénétrèrent dans le bois de Boulogne, et se mirent à abattre des arbres dont elle formèrent des fagots. Le préfet de police, ayant été prévenu de ce qui se passait, envoya immédiatement sur les lieux un détachement pris parmi les hommes casernés rue de Touraon. A l'arrivée de ce détachement, tout rentra dans l'ordre. Les dégâts sont peu considérables.

— **DONS PATRIOTIQUES.** — Les ouvriers typographes de la maison Lacour, rue Saint-Hyacinthe-Saint-Michel, offrent la somme de 121 fr., produit d'une journée de travail.

— Tous les employés et agents de l'Ecole polytechnique ont décidé qu'à partir du 31 mars courant, ils feraient l'abandon durant trois mois d'une journée de leurs traitements, au profit de la République.

— La Société des Forts aux fruits du marché des Innocents apporte, à titre de don patriotique, une journée de travail, 300 fr.

— Les mécaniciens conducteurs et les ouvriers des ateliers du chemin de Versailles (rive gauche), 314 fr.

— Les patrons et employés de la maison Chameroy et compagnie, à La Villette, rue d'Allemagne, 500 fr.

— Les ouvriers de M. Causter, 273 fr.

— Les ouvriers de l'atelier national du timbre, 100 fr.

— **LES VÉSUVIENNES.** — On lit dans la *Voix des Femmes*, du 27 mars :

« Hier matin, à onze heures et demie, une légion de jeunes ouvrières, proprement vêtues, et ayant une tenue admirablement décente, se réunissait place Vendôme, au pied de la colonne; au milieu d'elles on voyait flotter une belle bannière aux couleurs nationales, sur laquelle on lisait en lettres d'or, ce seul mot : *Vésuviennes*. »

« C'était une légion de jeunes femmes de quinze à trente ans, pauvres travailleuses déshéritées, qui s'organisent en communauté, dans le but d'améliorer leur sort. Leurs règlements sont très-sévères. La nourriture et le logement sont assurés à chacune. Chaque vésuvienne recevra 10 francs par mois. Leur première communauté s'organise, d-t-on, à Belleville. A midi, la légion s'est mise en marche, observant le plus grand ordre, et s'est rendue par les quais de l'Hôtel-de-Ville, demander aide et protection au Gouvernement provisoire. »

« Nous trouvons l'œuvre des *Vésuviennes* digne de toutes nos sympathies; mais pourquoi ce nom de vésuviennes? leur jeunesse, leur dévouement à la cause publique l'autorise, l'intérêt général le commandait-il? »

— Hier matin, un vieillard ramassa sur le pavé un livret d'ouvrier, et apercevant devant lui, à une centaine de pas environ, trois jeunes gens auxquels il supposa qu'il pouvait appartenir, il se mit à courir de toute la vitesse de ses pauvres jambes, jusqu'à ce qu'il eût atteint le propriétaire du livret. Un livret, pour un ouvrier, c'était beaucoup; mais courir après trois jeunes garçons, lestes et vigoureux, pour un vieillard de 80 ans, c'était plus encore!

— Voici la liste des candidatures militaires à la représentation nationale connues jusqu'à ce jour : les généraux de division Oudinot (Maine-et-Loire et Meuse); Subervie (Seine); Schramm (Bas-Rhin); Lavestine (Seine); Alexandre de Girardin (Seine).

Les généraux de brigade : Duvivier, commandant la garde nationale mobile de Paris (Seine); Parchappe, directeur de l'administration au ministère de la guerre (Seine); Roguet (Haut-Garonne); Servatius (Pas-de-Calais); Pétiet (Nièvre); Regnaud de Saint-Jean d'Angely (Charente-Inférieure).

Le colonel César Bacot, ancien député (Indre-et-Loire); de

Goyon, colonel du 2^e dragons (Côtes-du-Nord); Horric, ancien colonel du 20^e de ligne (Charente); Dubaret, colonel en retraite (Hérault); Smit, colonel, commandant la place de Valenciennes (Nord); Larabit, sous-directeur du personnel de la guerre, ancien député (Nord).

Nous avons encore sous les yeux une circulaire de M. Achille Morin, avocat, adressée aux électeurs du département de la Marne. Cette circulaire, très-étendue, renferme l'exposition des théories sociales de M. Morin. Nous y renvoyons nos lecteurs.

— On a planté sur la place Saint-Georges, un arbre de la Liberté, jeune peuplier pris dans le jardin de M. Thiers.

L'ancien ministre s'est montré à la fenêtre; il avait l'air surpris. Peut-être ignorait-il que cet arbre là poussât dans son jardin?

— Dans l'assemblée des six cents plus forts actionnaires de la Caisse générale du commerce et de l'industrie, qui a eu lieu samedi 25 courant, la dissolution de la société a été prononcée.

M. A. Gouin a été nommé à l'unanimité liquidateur. En cette qualité, il aura seul la signature qui sera désormais : *A. Gouin et C^e en liquidation*.

La même assemblée a nommé comme commissaires chargés de surveiller la marche de la liquidation :

MM. Chesnon, manufacturier; Godard de Saponay, avocat; J. Bosson, négociant; *** à désigner par les trois autres membres; *** idem.

MM. A. Lebandy et J. Roussac, anciens gérants, seconderont M. Gouin dans la direction des travaux de liquidation aussi longtemps que leur concours pourra être utile. Dès à présent la liquidation s'occupe du travail préparatoire nécessaire pour répartir prochainement un premier dividende aux créanciers de la société.

— Le cinquième bataillon de la garde nationale mobile, pour venir au secours des gens nécessiteux, vient de mettre à la disposition du maire du 3^e arrondissement six rations de vivres. Le sixième bataillon s'associe à cette bonne œuvre, et y contribue pour vingt rations.

— M. Guizot a loué, à Londres, une maison dans Brumpton-square, et s'y est installé avec sa mère et ses filles.

— On écrit de Lyon, 24 mars :

« Nous avions raison de dire que le haut prix mis aux pièces d'or et la rareté du numéraire feraient bientôt abonder chez nous les signes métalliques. En effet, nos hôtels de monnaies, remis en activité, fabriquent journellement une grande quantité de pièces d'or et d'argent; et l'Angleterre, émue par la prime qu'elle espère tirer de ses espèces, nous en fait des envois considérables. Avant peu, la crise aura donc cessé; moins, selon nous, par l'effet de l'émission ou de l'importation du numéraire, que par le retour du crédit. Les esprits se rassurent, l'intérêt commun ramène la confiance, et, à moins d'une commotion imprévue, elle ne fera que grandir. »

— Le ministre de la guerre vient de terminer le travail relatif à la distribution des armes à faire aux gardes nationales de Paris et des départements. L'inventaire des arsenaux permet de mettre à leur disposition environ 500,000 fusils et sabres, qui, joints à ceux qui ont déjà été distribués en 1830, forment un total de près de 1,500,000 armes.

Le ministre de l'intérieur s'occupe en ce moment de répartir les fusils et sabres mis à sa disposition par le ministre de la guerre, en prenant pour base le chiffre de la population de chaque département et le nombre des armes déjà remises à d'autres époques. Un certain nombre de canons pourra également être confié à la garde nationale, et des mesures seront prises pour que les exercices commencent dans le plus bref délai.

— Depuis le 17 mars courant, jusqu'aujourd'hui, la monnaie de Paris n'a pas cessé un seul jour de fabriquer des pièces de 5 fr. au type de la République.

Seize paires de coins à ce type, et non une seule, comme on l'a imprimé par erreur, ont été livrées pour servir à la fabrication des nouvelles monnaies.

Les travaux de l'hôtel de la Monnaie sont dans la plus grande activité.

— Par arrêté du préfet de police, en date du 26 mars 1848, tout bureau de placement, servant d'intermédiaire entre les cuisiniers, patrons et aides, est interdit.

Tout cuisinier sans ouvrage devra s'adresser rue des Prouvaires, n° 8, à la *Société culinaire*.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 53, quai des Augustins.

LE BANQUET SOCIAL,

Journal du XII^e arrondissement.

APPEL A TOUS LES BONS CITOYENS.

DOUZE MILLE francs de capital à répartir en **DOUZE** cents actions de **DIX** francs chacune.

Les actions rapporteront 4 p. 100.

En outre chaque actionnaire aura droit à cinq annonces de 2 francs chacune au tarif du journal.

N. B. On comprend que les annonces de l'arrondissement faites dans le journal de l'arrondissement auront une valeur locale plus immédiate que celles qui seront faites dans d'autres journaux.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Un an, 24 fr. — Six mois, 12 fr. — Trois mois, 6 fr. — Un mois, 2 fr.

ANNONCES.

La grande ligne, 1 fr. 50 c. — La petite ligne, 50 c. — Annonces anglaises, 30 c.

Nous donnons ci-dessous un modèle en blanc de souscription, pour les actions.

Nous invitons tous les bons citoyens du XII^e arrondissement à nous prêter leur concours en remplissant le modèle ci-joint, et en le renvoyant immédiatement franc de port sous enveloppe au bureau du journal, place Maubert, 9.

Je soussigné

déclare souscrire pour

Le

184

demeurant à

actions de 10 fr. chacune, au journal **LE BANQUET SOCIAL.**

rue

département

Signé,